



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'aménagement de l'environnement et du logement Grand Est

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-10 visant à respecter certaines prescriptions réglementaires applicables par la société Carbody pour le site industriel qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Poix-Terron (08430) situé 13, grande rue – RD951

L'e Préfet des Ardennes

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8 I et L.511-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société CARBODY et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4335 du 10 juillet 1995, l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 avril 2007 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-250 du 14 mai 2012 pour les installations exploitées 13 grande rue - RD951 à Poix-Terron (08430) ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant de M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-649 du 22 novembre 2021 portant délégation de signature à M. Christian VEDELAGO, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 14 décembre 2021 par la DREAL Grand Est au sein de la société CARBODY à Poix-Terron (08430) ;

Vu le rapport S2b-AnM/DeF – n°21/671 de l'inspection de l'environnement établi par la DREAL Grand Est à l'issue de la visite d'inspection du 14 décembre 2021 précitée dont une copie du rapport a été transmise à l'exploitant conformément à l'article L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté porté le 17 décembre 2021 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations présentées par l'exploitant dans le délai imparti.

Considérant ce qui suit :

1. Les installations exploitées par la société Carbody à Poix-Terron (08430) relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation ;
2. Les activités de la société Carbody ont été autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4335 du 10 juillet 1995 pour les installations exploitées sur la commune de Poix-Terron (08430) ;
3. Au cours de la visite d'inspection du 14 décembre 2021, l'inspection de l'environnement a constaté le non-respect de certaines prescriptions :
 - de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4335 du 10 juillet 1995, en particulier son article 6 (Modification – abandon de l'exploitation) ;
 - de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 avril 2007, en particulier son article 5 (Moyens de lutte interne contre l'incendie) ;
 - de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier son article 2.2.14 (Moyens de lutte contre l'incendie) ;
4. Les constats de l'inspection de l'environnement dans le cadre de la visite d'inspection du 14 décembre 2021 font état des non-conformités suivantes :
 - la quantité de matériaux stockée sur le site et relevant de la rubrique n°2662 est passée de 1 880 m³ à 3 500 m³ environ, sans être portée à la connaissance du Préfet ;
 - il n'existe pas de plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours ;
 - l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le débit minimum de 120 m³ sur deux heures en eaux d'extinction incendie, ni de présenter les résultats d'essais de débit des poteaux incendies ;
5. Les constatations faites lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2021 peuvent porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment la protection de l'environnement ainsi que la sécurité publique ;
6. Il est nécessaire que l'exploitant réalise les actions et mesures correctives nécessaires visant à mettre en conformité les installations exploitées ;
7. Les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoient que :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE**Article 1^{er} : objet**

La société Carbody, dont le siège social est situé 17 rue du moulin florent à Witry-les-Reims (51420), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIRET 572 040 509 00075, est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite 13 grande rue – RD951 à Poix-Terron (08430), les dispositions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 : porter à connaissance des modifications ayant eu lieu sur le site

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4335 du 10 juillet 1995 – Modification – abandon de l'exploitation.

Article 3 : plan de sécurité

Dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 avril 2007 – Moyens de lutte interne contre l'incendie.

Article 4 : débit d'eau extinction incendie

Dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 2.2.14 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé – Moyens de lutte interne contre l'incendie.

Article 5 : transmission des justificatifs des mises en conformité

L'exploitant devra transmettre par voie postale :

- au préfet (Préfecture des Ardennes – Direction de la coordination et de l'appui aux territoires – Bureau des procédures environnementales – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex) ;
- par voie dématérialisée à l'inspection de l'environnement à l'adresse suivante : ud08.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

L'ensemble des justificatifs vis-à-vis des mises en conformité à réaliser dans les délais précités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 7 : délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : publicité

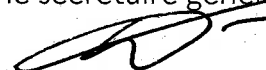
En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 10 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Carbody et dont une copie sera transmise pour information au maire de Poix-Terron.

Charleville-Mézières, le **12 JAN. 2022**

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Christian VEDELAGO